

Nous vivons un partage des eaux, assure l'historien Paul Kennedy. « Tandis que cela arrive -sont très peu les contemporains qui se rendent compte qu'ils sont entrés dans une nouvelle ère », a-t-il écrit dans un article intitulé, précisément : « Sommes-nous entrés dans une nouvelle ère ? » (El País, le 3 novembre 2011). L'historien préfère ne pas aborder les changements brusques comme les grandes guerres, mais « l'accumulation lente de forces transformatrices, en grande partie invisibles, presque toujours imprévisibles, tôt ou tard, qui finissent par transformer une époque en autre distincte ».

Dans son analyse, il remarque quatre « forces transformatrices ». La première est l'érosion constante du dollar qui a cessé de représenter 85 % des devises internationales pour se situer autour de 60%. Nous marchons vers un monde dans lequel il y aura seulement trois grandes devises de réserve : le dollar, l'euro et le yuan. La deuxième est la paralysie du projet européen. La troisième est l'ascension de l'Asie qui suppose la fin de « 500 ans d'histoire » sous l'hégémonie de l'Occident. La quatrième est la décrépitude des Nations Unies.

Le regard sur le long terme de l'historien pourrait être complété par le court terme de l'analyse stratégique comme celle qu'ébauche le *Laboratoire Européen d'Anticipation Politique* (Leap) dans l'analyse des tendances globales de la dernière année : « En mars 2011 nous étions encore dans le monde unipolaire post 1989. En mars 2012 nous sommes déjà dans le monde multipolaire post crise qui hésite entre confrontations et collaborations » (**Geab No. Le 63**, 17 mars 2012). En résumé, nous sommes arrêtés sur une articulation /conjonction de changements profonds qui laisseront leur empreinte sur le monde du 21^e siècle.

Le IV^eme Sommet des BRICS qui s'est tenu le 28 et 29 mars à New Delhi, c'est l'un des noyaux du changement puisqu'il incarne l'une des forces transformatrices les plus puissantes que Kennedy rapporte. Les chefs d'État Dilma Rousseff (Brésil), Dmitri Medvedev (Russie), Hu Jintao (Chine) et Jacob Zuma (Afrique du Sud) et le Premier ministre Manmohan Singh (Inde) ont décidé de commencer à travailler pour créer une banque de développement des cinq pays, ce qui est le reflet du poids acquis par le groupe dans l'économie mondiale mais aussi une réaction devant le refus des États-Unis et de l'Union Européenne de lâcher le contrôle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

Les cinq émergents, auxquels peuvent s'ajouter à l'avenir la Turquie, l'Indonésie et l'Iran, cherchent à transformer leurs pays en alternative aux institutions mondiales dominées par des pays occidentaux et transformer leur pouvoir économique croissant en influence politique et diplomatique. La création d'une « banque du BRICS » permet aux pays de disposer de ressources pour des travaux d'infrastructure et de disposer d'instruments de crédit pour affronter des crises financières comme celle qu'affronte l'Europe.

Le Yuan déploie ses ailes

Ces derniers mois le yuan a été accepté par plusieurs pays comme monnaie d'échange bilatéral en substitution du dollar. En décembre la Chine et le Japon se sont mis d'accord pour éliminer graduellement le dollar dans leurs paiements mutuels pour utiliser les monnaies nationales (yen et yuan) dans le commerce bilatéral. Plus important encore, le Japon a décidé d'acheter des bons chinois libellés en yuans. Les deux décisions, prises en décembre 2011, tendent à accélérer la formation d'une zone asiatique de libre-échange dans laquelle participeront rien de moins que la deuxième et troisième économies du monde, en plus de la Corée du Sud.

Des accords similaires d'échange dans des monnaies locales ont été passés par la Chine avec la Russie et la Biélorussie, mais maintenant aussi avec l'Australie, un pays qui, aussi comme le Japon, est considéré dans la zone d'influence des États-Unis. Les banques centrales de l'Australie et de la Chine ont signé un accord pour faire du commerce en yuan et dollars australiens avec l'objectif de renforcer les liens économiques. Pour la Chine c'est un autre pas important dans l'internationalisation du yuan qui, selon HSBC, l'une des plus grandes institutions financières du monde, deviendra pour 2015 l'une de trois principales monnaies mondiales (Russia Today, le 23 mars 2012).

Les entreprises chinoises utilisent déjà le yuan dans des échanges avec leurs associés dans 181 pays, surtout en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique Latine. Bien que le dollar représente encore 60 % des réserves internationales, en Asie il n'atteint pas 50 % bien que les détenteurs principaux de cette devise soient la Chine et le Japon. Dans la région, la plus prospère du monde, la préférence va à l'or.

Dans la même direction, la Chine modifie radicalement ses réserves, qui dépassent les 3, 2 millions de millions de dollars. Jusqu'à 2006, 74% de ses réserves était en dollars, mais à partir de cette date elles ont lentement commencé à descendre, jusqu'à ce qu'en 2011, elles tombent vite jusqu'à 54 % (Geab No. 63). Pas seulement les chinois prennent des précautions devant la perte de valeur du dollar ; les banques européennes ont abandonné leurs prêts dans cette monnaie devant la volatilité croissante du marché des changes.

Dans le cadre du IV^eme Sommet, la banque de Développement de la Chine se dispose à signer un accord avec les BRICS pour élargir à ces pays les prêts en yuan, ce qui suppose un pas important dans l'internationalisation de cette monnaie (Russia Today, le 9 mars 2012). Le bloc qui représente 41 % de la population mondiale, presque 20 % du PIB et la moitié des réserves de devises et or, semble avoir parié sur le yuan comme parapluie monétaire face à un dollar de plus en plus dévalué.

L'impossible hégémonie Chine

La décision suppose de traverser une ligne de non retour. Que la Chine et la Russie franchissent ce pas, deux puissances nucléaires qui ne craignent pas l'énorme pouvoir militaire de Washington, ce n'est pas quelque chose qui peut attirer l'attention. Que le fassent l'Inde et le Brésil, cela est différent. Jaipal Reddy, ministre du Pétrole de l'Inde, a défié les pressions US après avoir affirmé que son pays continuera d'importer du pétrole d'Iran et il a appelé à l'Occident à comprendre « les besoins » de son pays (Russia Today, le 26 mars 2012).

L'Inde vient d'annoncer l'achat de 126 chasseurs-bombardiers Rafale, fabriqués par la française Dassault, en laissant de côté l'offre de l'Américaine Boeing. Le Brésil a dès 2009 sous étude l'achat de 36 chasseurs dans lequel ils rivalisent le F-18 de Boeing, le Rafale et le Gripen de la suédoise Saab. Il fait plus de deux ans que Luiz Inácio « Lula » da Silva avait annoncé sa préférence par l'avion français, même en étant encore plus cher que celui de Boeing, puisque la France assure une cession complète de sa technologie qui permettrait à la brésilienne Embraer de commencer sa construction en série.

Les pressions de la Maison Blanche en faveur de l'avion de chasse de Boeing ont forcé depuis le gouvernement de Lula et après celui de Dilma Rousseff à ajourner l'achat. Cependant, la décision de l'Inde, le premier pays du monde qui achète l'avion de chasse français, peut faciliter la décision du Brésil. Certains vont plus loin et soulignent, comme le directeur du site [Defesanet](#), Nelson During, que le Brésil et l'Inde peuvent ressusciter « un vieux projet débattu en 2002 de produire conjointement un avion » qui à cette époque était le Mirage français (AFP, le 26 mars 2012)

La décision stratégique du Brésil peut être toute proche et tout porte vers l'achat des Rafale, surtout après l'affront reçu par Washington qui a suspendu le contrat que la brésilienne Embraer avait gagné pour l'achat de 20 avions d'attaque Super Tucano pour 355 millions de dollars pour la force aérienne des États-Unis. Si Embraer réussissait à « être admis » au groupe select de fournisseurs de la principale force aérienne du monde, il aurait été consolidé comme industriel aéronautique militaire.

Cette fois le ministère des affaires étrangères brésilien n'a pas pu cacher son mécontentement « spécialement pour le moment et la forme » de la décision, quelques semaines avant la visite officielle de Rousseff à Washington. Mais le principal élément est autre : les affaires étrangères assurent que cette décision « ne participe pas à l'approfondissement des relations entre les deux pays en matière de défense » (Valor, le 2 mars 2012).

Pour sa part, la sous-secrétaire des Affaires Politiques de la Ministre des affaires étrangères brésilienne, Marie Edileuza Fontenele Resis, a rappelé qu'en 2012 les BRICS « seront responsables de 56% de la croissance globale quand le G7 (l'Allemagne, l'États-Unis, la France, le Royaume-Uni, le Japon, l'Italie et le Canada) sera à peine responsable de 9 % de la croissance ». Elle a souligné que les échanges entre les cinq émergents sont passés de 27 milliards de dollars en 2002 à 250 milliards en 2011 et elle a insisté sur le fait que le bloc présente une « remarquable convergence » de positions dans des aspects importants de l'agenda international comme la situation au Moyen-Orient et en l'Afrique du nord (Xinhua, le 22 mars 2012).

Mais le bloc BRICS présente d'énormes difficultés pour sa consolidation. La principale, en plus des systèmes politiques, des économies et des objectifs différents, réside dans le rejet de la politique d'exportations bon marché de la Chine que génère désindustrialisation dans des pays comme l'Inde et le Brésil. La Chine semble engagée à réviser l'injuste système de *Breton Woods* (qui a créé l'actuelle architecture financière mondiale) mais se refuse à accepter un élargissement des membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU, et très concrètement elle refuse l'admission de pays asiatiques, ce qui la mène à se heurter avec l'Inde.

Pour dépasser les difficultés qu'imposent les contradictions signalées, additionnée à la difficulté de devenir un bloc étant donnée sa dispersion géographique, ils se sont concentrés sur l'objectif commun de chercher des alternatives au dollar, un problème qui touche toutes les économies émergentes. On peut dire que la frustration générée par la spéculation financière a été l'un des facteurs principaux de la cohésion du BRICS, comme le signale le professeur d'études stratégiques Brama Chellaney, du Centre d'Investigations Politiques de New Delhi (Valor, le 23 mars 2012).

L'Amérique du Sud a la parole

« *Nous ne voulons pas l'argent des pays riches* », a dit Dilma à la chancelière Angela Merkel lors de sa récente visite en Allemagne. Elle a critiqué « le tsunami de liquidité » créé par les pays riches pour lever une barrière protectionniste qui finirait par couler l'industrie des pays émergents : « La sortie qu'ils ont trouvée pour affronter leurs problèmes est une manière classique, connue, d'exporter la crise. Quand le camarade Mario Draghi (ironisant sur l'italien qui préside la banque Centrale Européenne et qui vient du secteur financier privé) dit que 'nous allons nous mettre à tourner la petite machine qui fait de l'argent', il inonde les marchés avec de l'argent. Et qu'est-ce que les investisseurs font ? Ils prennent des prêts à des taux ultra bas, dans quelques cas parfois négatifs, dans les pays européens et courent au Brésil pour profiter de ce que les spécialistes appellent l'arbitrage, qui, grosso modo, est la différence entre les taux d'intérêt de là-bas et d'ici. Alors, le Brésil ne peut pas rester paralysé devant cela. Nous devons agir. Nous devons agir en nous défendant, chose bien différente du protectionnisme » (Página 12, 28 mars 2012).

Les pas que le Brésil va faire seront décisifs pour la région sudaméricaine. L'aggravation de la crise financière mondiale au troisième trimestre de 2011 a accru les précautions au sein du gouvernement de Dilma. Les prévisions globales pour 2012, selon le Leap, mettent en garde sur « **Les cinq orages dévastateurs** » : une rechute de la crise aux États-Unis dans un cadre de récession européen et une décélération des BRICS, une hausse des taux d'intérêt et une impasse pour les dettes des banques centrales, la tempête sur les marchés des changes, l'aggravation possible de la tension autour de l'Iran et la nouvelle faillite des marchés et des institutions financières (Geab No. 63).

Cela peut sembler alarmiste, mais au Brésil on ne croit pas que c'est un diagnostic exagéré. « La crise est sérieuse et peut mener à une rupture politique et sociale », a remarqué Dilma il y a six mois (Valor, le 22 septembre 2011). Pour la présidente se superposent une crise économique, de gouvernance et de coordination politique. Dans la même ligne s'est prononcé en son temps Antonio Delfim Netto, ministre des Finances de la dictature militaire (1964-1984) et admirateur fervent de Lula dans les dernières années, qui a titré sa colonne « *Nessun dorma* » (Personne ne dort), en remarquant que ni la FED ni la banque Centrale Européenne ne savent que faire. Son conseil tire la sonnette d'alarme : « Nous allons nous préparer pour quand notre tour viendra et nous protéger de la désintégration probable de l'économie mondiale » (Valor, le 20 septembre 2011).

Pourquoi doit-on accorder tant d'importance au Brésil ? Simplement, parce que c'est l'unique pays unique qui se comporte comme une vraie locomotive : il a intégré 40 millions de personnes en à peine sept ans sur le marché de la consommation des classes moyennes ; jusqu'à 2016 il investit 900 milliards de dollars, plus d'un tiers du PIB, dans 12 000 grands travaux, surtout dans les infrastructures et l'énergie (Valor, le 28 mars 2012). C'est celui qui a la plus petite exposition aux avatars du commerce mondial, et dont les exportations représentent à peine 11% de son PIB, moins encore que celles des États-Unis.

Est-ce la région préparée à un scénario mondial complexe ? Pas encore. Il y a trois chemins pour faire face à un scénario probable de démantèlement économique et de guerre monétaire : rester dans le domaine du dollar, parier sur une monnaie régionale ou travailler pour l'internationalisation du réal. Le premier, c'est parier sur le *statut quo*. Le troisième n'entre pas dans les calculs. À la vue de l'expérience européenne, une monnaie commune sud américaine requiert des niveaux de consolidation de l'intégration qui sont encore très lointains, bien qu'il puisse devenir urgent d'avancer dans cette direction. Le problème de la région ce sont les temps, comme en témoigne, le trot fatigué de la Banque du Sur.

Raúl Zibechi

Alai-Amlatina., le 2 avril 2012.

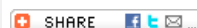
Traduit de l'espagnol pour **El Correo** par : Estelle et Carlos Debiassi.



Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). **El Correo**. Le Paris, le 10 avril 2012

Raúl Zibechi, journaliste uruguayen, est enseignant et chercheur à la Multiversidad Franciscana d'Amérique Latine, et conseiller de plusieurs collectifs sociaux.

Raúl Zibechi est un collaborateur régulier de [Mondialisation.ca](#). [Articles de Raúl Zibechi publiés par Mondialisation.ca](#)



[sapropterinSupplier](#) L-biopterin,Sapropterin Selling. Check Here To Get The Best Price! www.kuvile.com

[Importation de Chine](#) GlobalMarket Découvrir Top500 Chine Fabricant Dans 30 Verticales Chacun www.GlobalMarket.com

[Universal Chemicals Ltd](#) How to clean black Dollar and anti breeze notes with SSD Chemicals, www.universa Announces Google

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site www.mondialisation.ca à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias : crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs Raúl Zibechi, alainet.org, 2012

L'adresse url de cet article est : www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=30245

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca
Site web par [Polygraphx Multimedia](#) © Copyright 2005-2009